

UNE MONTÉE EN PUISSANCE CONFIRMÉE POUR LA FRENCH TECH BREST BRETAGNE OUEST

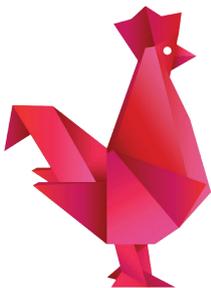


#3 | Juillet 2025

OBSERVATOIRE | Note d'analyse



Credit photo : Aurélie Bouguen - Brest métropole



20 554 emplois
dans la French Tech Brest Bretagne
Ouest (FTBBO)

294 M€
de levées de fonds entre 2019
et 2023

Près de **1 000 emplois**
supplémentaires dans la FTBBO
entre 2019 et 2023 (+4,7 % en 4 ans)

ENQUÊTE STARTUPS

▶ **3 startups sur 4**
ont eu recours à une levée
de fonds

▶ **2 sur 3**
concentrent tous leurs
employés sur le territoire

▶ **Moins de 25 %**
de femmes dans près de
la moitié des startups
interrogées

▶ **25 % des startups**
déclarent avoir une
vocation industrielle
(défense, agriculture,
spatial, santé...)

Après des années de fort développement marquées par des méga levées de fonds et d'importantes créations d'emplois, le modèle des startups français a connu un coup d'arrêt assez brutal depuis 2022, générant des défaillances y compris parmi les startups les plus compétitives. D'après le baromètre EY du capital risque en France, le montant de fonds levés a baissé de plus de 40 % entre 2022 et 2024, passant de 13,5 milliards d'euros à moins de 8 milliards.

Contrairement aux difficultés rencontrées à l'échelle nationale, l'écosystème regroupant le Finistère et le Trégor sous la bannière « Brest+ » a passé les derniers exercices sans turbulences, grâce à une croissance durable portée par un maintien des financements collectés par les entreprises et une progression de l'emploi. Cette dynamique a été récompensée, en 2023, par le renouvellement du label capitale French Tech pour la période 2023-2025.

La French Tech Brest Bretagne Ouest poursuit son embellie dans un contexte incertain

Rétrospective : une filière numérique moins industrielle, davantage servicielle

Le cœur du numérique peut être défini par l'ensemble des activités de production, de distribution ainsi que les services liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Considérée comme en croissance, voire en hypercroissance depuis de nombreuses années, l'économie numérique a connu une transition forte qui s'est d'abord matérialisée par une baisse des effectifs et une recomposition des activités.

À l'instar de l'industrie de manière générale, la fabrication des technologies numériques a été impactée par la crise des suprimes de 2008. La fermeture de l'entreprise Jabil en 2015, à Brest, après un long déclin, reste un exemple marquant du recul drastique de

l'industrie électronique sur le territoire. En dix ans, la métropole brestoise a perdu plus de 500 emplois, soit 54 % de ses emplois industriels dans la filière électronique. Cette décreue a aussi touché Lannion-Trégor Communauté, qui a également perdu la moitié de ses emplois (350 emplois) dans le domaine de la fabrication des TIC entre 2006 et 2015.

Pourtant, entre le milieu des années 2010 et 2023, l'économie numérique a connu un rebond fulgurant, notamment dans la métropole brestoise. Les activités d'infogérance¹ au sens large concentrent 54 % des emplois numériques contre 30 % en 2006. Cela s'explique par la numérisation des secteurs traditionnels qui a favorisé un essor rapide des entreprises de services numériques (ESN) dont les effectifs ont été

multipliés par deux ces dix dernières années au sein de Brest métropole. La présence à Brest d'établissements internationaux appartenant aux plus grandes ESN comme Capgemini, Sopra Steria, Inetum, OVH Cloud illustre cette dynamique. L'arrivée d'Accenture à la fin de l'année 2023, a contribué à la création de 100 emplois² et devrait positionner encore un peu plus le territoire dans le domaine des services numériques.

Les autres territoires de la French Tech Brest Bretagne Ouest ont tendanciellement plutôt perdu des emplois dans le cœur du numérique. Mais ils ont recomposé leur structure, davantage grâce aux secteurs en transition, composé, d'entreprises intégrant nouvellement des fonctions numériques ou sur des secteurs connexes tels que la photonique, le spatial, la cybersécurité.

1. Prise en charge, par un prestataire externe, d'une partie ou de l'ensemble des ressources informatiques d'une entreprise

2. Projet de 400 emplois supplémentaires à terme

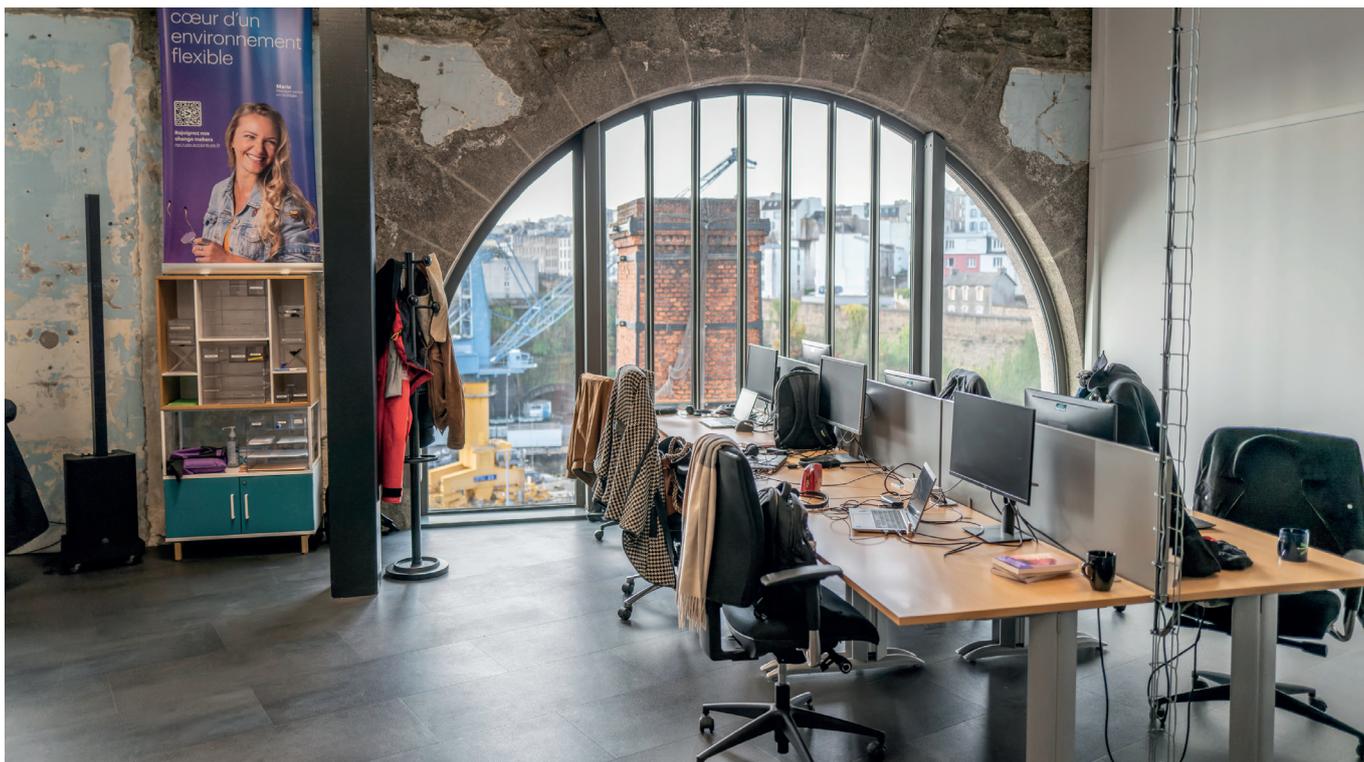


Photo : Franck Bétermin - Brest métropole

20 500 emplois numériques, une dynamique qui se maintient à un niveau élevé

La filière numérique a franchi le cap des 20 000 emplois à la fin de l'année 2023 dans le périmètre du Finistère et du Trégor. Cette progression de l'écosystème s'inscrit dans la continuité de la période d'analyse précédente. En 4 ans, l'emploi numérique a progressé de 4,7 % (6 % pour la période 2016-2018.), ce qui représente une hausse de plus de 900 emplois. Les principaux bassins de Brest, Lannion et Quimper et Lannion, sans exception, de 3 % à 7 % en moyenne .

Depuis les années 90, la dynamique de création d'entreprises est en constante croissance, passant de quelques centaines de nouvelles entreprises par décennie à plus de 1 000 durant les années 2010. Entre 2020 et la fin d'année 2023, l'écosystème affichait près de 500 créations d'entreprises, ce qui montre un maintien de la croissance de nouvelles entreprises. En effet, entre les 3 vagues de labellisation du territoire, on constate une progression d'environ 15 % du volume de nouvelles entreprises créées. Cela s'explique par la montée en puissance du statut d'autoentrepreneur au sein de la filière, qui représente l'écrasante majorité de ces nouvelles immatriculations.

Brest métropole chef de file du numérique

Brest métropole reste le fer de lance du numérique en Finistère, engrangeant 450 emplois supplémentaires entre 2019 et 2023. Elle concentre toujours la moitié des emplois numériques sur le périmètre de la FTBBO et les deux tiers des emplois finistériens. Elle peut s'appuyer sur ses principaux employeurs tels que Thales, Arkea, Naval Group qui affichent des velléités de développement pour les années à venir. Elle peut aussi compter sur une densification de son tissu de startups, avec d'une part des success stories comme CHR Numérique ou OSO-AI qui ont connu des phases d'hypercroissance et, d'autre part, une constellation de nouvelles jeunes pousses, qui pour certaines présentent déjà un potentiel important comme BZHunt ou Iligi.

La photonique illumine l'économie trégorroise

Lannion-Trégor Communauté regroupe 4 700 emplois numériques en 2023, soit une hausse de près de 130 emplois (+2,8 %) en 4 ans. En dépit de plans de restructuration passés et en cours chez Orange et Nokia notamment, le territoire a bénéficié de forts relais de croissance auprès des jeunes startups créées il y a moins de 5 ans telles que SF2IFR à Perros-Guirec, Twinsys ou My minute trip à Lannion. Les scale-up ont également joué un rôle moteur, comme la société Eco-compteur qui a franchi la barre des 100 salariés, Brightloop et Novatech industries qui portent conjointement

un projet de convertisseur d'énergie intelligent co-financé par le programme France Relance, ou encore Apizee qui intensifie ses projets de recrutement. Cette dernière a été retenue dans le cadre du plan France 2030, au sein de l'axe « soutien au développement de technologies innovantes en cybersécurité ».

C'est bien la filière photonique qui capitalise les principales forces de développement à Lannion-Trégor Communauté depuis dix ans. Cette filière, née des savoir-faire historiques du territoire en matière de télécommunications, se développe aujourd'hui autour des technologies laser et de la fibre optique, omniprésentes dans la vie de tous les jours

Nombre et part des emplois numériques dans les EPCI de la French Tech Brest Bretagne Ouest en 2023

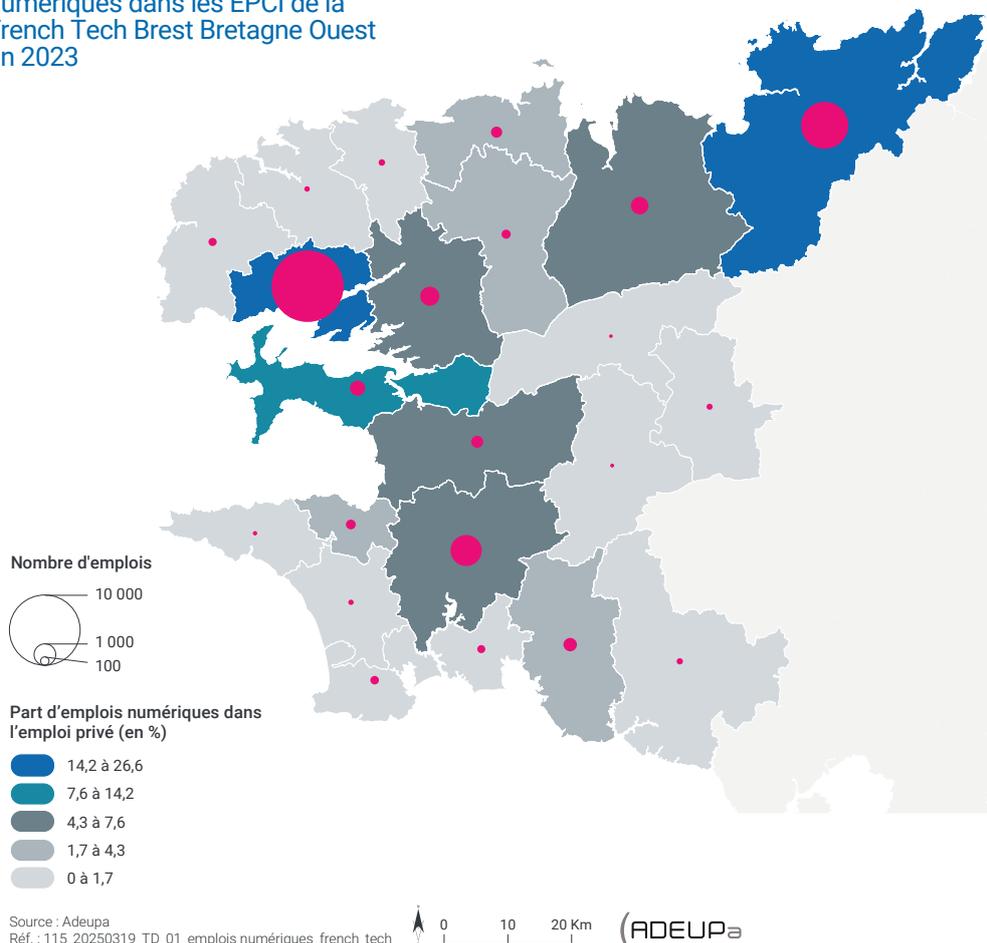




Photo : Entech

et qui touchent de nombreuses verticales telles que la santé, la défense, l'industrie, le transport ou le luxe. La consolidation d'une forte ossature autour des entreprises, des établissements d'enseignement supérieur tels que l'Enssat et le lycée Félix Le Dantec, de la recherche avec l'Institut Foton, et des structures d'accompagnement comme Photonics Bretagne et le Pôle Images & Réseaux, contribue à faire de la photonique un marqueur économique fort pour Lannion-Trégor Communauté.

Le cœur de filière photonique regroupe 1 014 emplois à Lannion-Trégor Communauté en 2023, soit un doublement des emplois en dix ans. Lumibird et la filiale Keopsys font partie des principaux employeurs de la filière en local, comme Cristalens industrie ou Idea Optical, qui se sont développés au milieu des années 2010 et qui bénéficient encore d'une croissance soutenue. Par ailleurs, une nouvelle génération de startups participe également de la dynamique, composée d'entreprises locales comme Imdev et Kacentric optics, et d'autres comme Wavetel ou Sipartech, qui ont été attirées pour les savoir-faire présents dans le domaine de la photonique. Au-delà de son ancrage territorial, la filière se distingue par son rayonnement international (cf. « portrait des startups »).

Quimper, troisième pilier de la French Tech

Avec 2 100 emplois dans le numérique, et une progression de 7 % des effectifs depuis 2019, Quimper³ s'affirme comme le troisième pilier territorial de l'Ouest breton. La croissance d'activité dans des entreprises comme Verlingue (banque et assurances), Enag et surtout Entech dans le domaine de l'énergie, contribue activement à la montée en puissance du territoire dans le numérique, bien que le bassin quimpérois reste encore en retrait en ce qui concerne le cœur de filière.

La CC Presqu'île de Crozon-Aulne maritime se distingue également dans le paysage local. En partie pour son volume d'emplois numériques (461 emplois) mais surtout pour le poids (13 %) qu'ils représentent au sein de la communauté de communes, comparable à celui de Brest métropole. L'activité numérique du territoire est, en réalité, quasiment exclusivement dépendante de Novatech Technologies (Pont-de-Buis-lès-Quimerch), qui fournit des composants électroniques pour de nombreux secteurs, et de la marine nationale. On peut toutefois noter la présence de jeunes entreprises innovantes telles que Beo Healthcare, filiale de Bookbeo, qui utilise l'intelligence artificielle générative pour développer des parcours e-santé aux patients.



Photo : Entech

3. Périmètre correspondant au pays de Cornouaille

Un écosystème de startups dynamique

Le dynamisme et la prospérité de l'écosystème local reposent en partie sur la capacité des startups à innover et mettre sur le marché des innovations de rupture. Plusieurs exemples peuvent l'illustrer comme dans la santé, avec OSO-AI, qui a mis au point un modèle d'intelligence artificielle, basée sur les sons, capable de prévenir les chutes, les vomissements et les signes d'énervement dans les chambres médicalisées, mais aussi dans l'énergie avec le projet GRHyN dont l'objectif est de produire de l'hydrogène à partir de la biomasse présente dans les grands fonds marins.

D'autres startups s'adressent à des domaines ayant plus récemment amorcé leur transition numérique comme le secteur immobilier. Plusieurs startups ont émergé comme Getkey dont l'activité consiste à optimiser les annonces immobilières de ses clients. La startup brestoise Iligi développe une solution de co-investissement sans crédit.

Une autre catégorie d'entreprises s'inscrit dans le registre de la transition écologique. Parmi les startups les plus dynamiques figure Ecotree qui investit pour la préservation des forêts. Les nouvelles énergies constituent également un axe de développement très fort avec des startups comme Entech, Imeon Energy pour la partie production ; Seederal, EHM ou encore H2X pour les nouveaux usages. D'autres startups sont inclassables mais non moins innovantes. C'est le cas de Mego! qui recycle les mégots de cigarettes en mobilier urbain, ou de Cool Roof qui fournit des peintures destinées aux toits de bâtiments pour lutter contre les fortes chaleurs.

Des montants de levées de fonds cycliques qui se maintiennent à un haut niveau

Avec 8,3 milliards de levées de fonds en 2023, les startups françaises ont connu leur premier coup d'arrêt après plusieurs années d'escalade vertigineuse des collectes de fonds. Les méga-levées de plus de 100 M€ sont moins nombreuses et cela profite aux fonds d'amorçage et aux petites campagnes

qui soutiennent des projets de plus petite envergure. L'écosystème local, moins glouton, affiche plutôt un maintien grâce à un développement régulier de startups. Entre 2020 et 2024, les entreprises du territoire ont levé près de 290 M€, soit plus de 90 M€ supplémentaires par rapport à la période 2016-2019. Cela représente surtout 10 M€ supplémentaires en moyenne par an (58 M€ par an entre 2020 et 2024 contre 49 M€ entre 2016 et 2019). Quelques autres opérations réalisées par Lumibird, Entech, Ecotree ou Perha pharmaceuticals ont permis de faire de la fin des années 2010 une période florissante pour le territoire. La période actuelle de labellisation (2023-2025) ne montre pas de signes de fléchissement au regard des financements récoltés par Actility, Seederal ou OSO-AI.

En revanche, le barycentre géographique des levées de fonds évolue, de Lannion vers la métropole brestoise. En effet, le poids du bassin lannionnais dans les montants levés, qui était très significatif entre 2017 et 2020, grâce au très fort développement d'Actility mais aussi de la filière photonique, s'est fortement réduit, a contrario du poids de Brest. Depuis 2020, le pays de Brest concentre plus de la moitié des fonds levés contre seulement 10 % entre 2016 et 2019.

La CC Haut-Léon Communauté affiche également une forte intensité de levées de fonds ces dernières années. Près de 20 M€ ont été collectés depuis 2020, principalement des entreprises implantées à Roscoff mais aussi à Saint-Pol-de-Léon. L'activité de recherche liée à la présence de la station biologique entraîne un développement économique autour des biotechnologies médicales (Seabelife, Perha pharmaceuticals, Manros Therapeutics). Hémarina, située quant à elle à Morlaix, s'inscrit également dans cet écosystème d'innovation au croisement entre la mer et la santé.

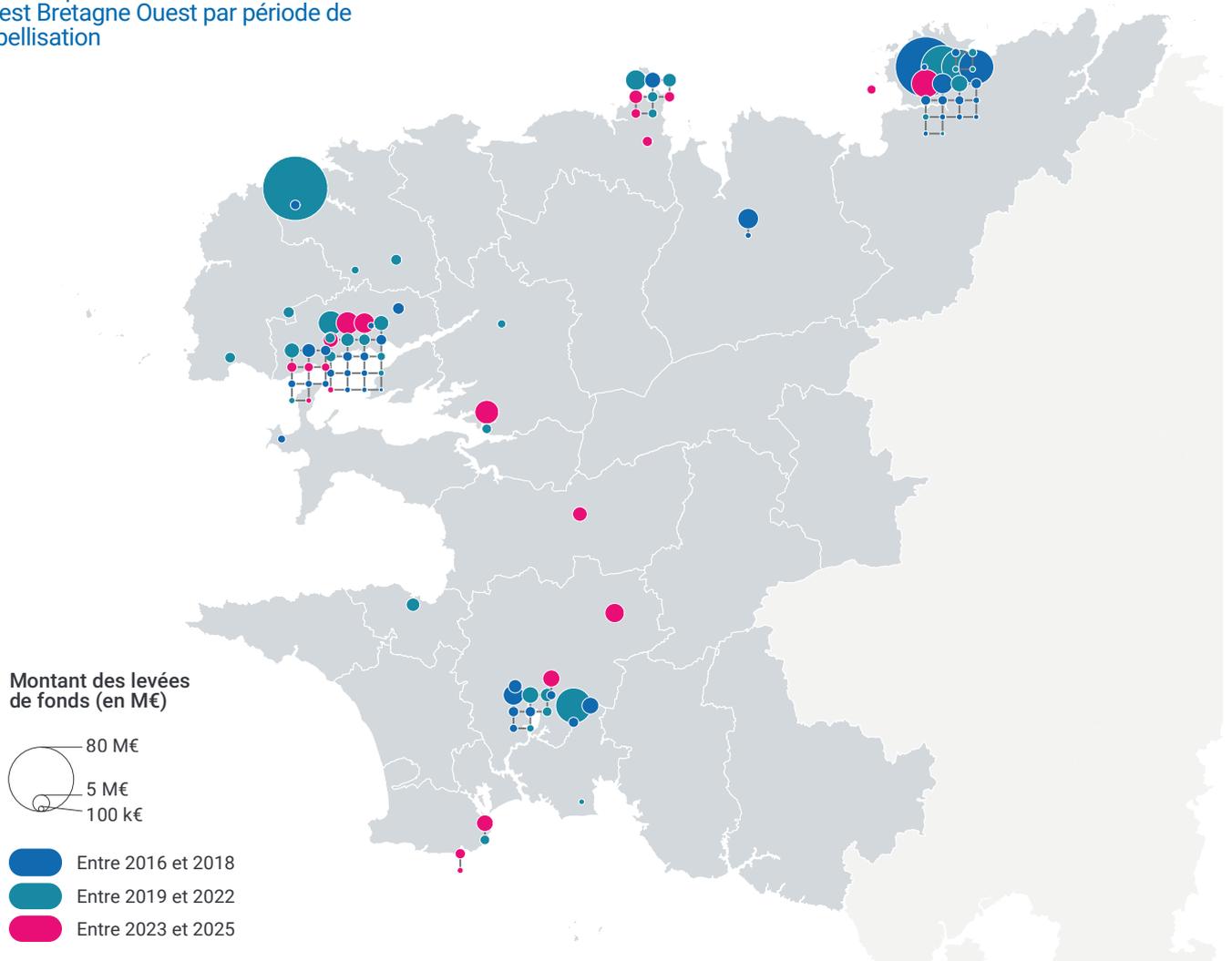
Le dynamisme et la prospérité de l'écosystème local reposent en partie sur la capacité des startups à innover et mettre sur le marché des innovations de rupture.

Montant de levées de fonds annuelles des entreprises au sein de chaque territoire de la French Tech Brest Bretagne Ouest



Source : Presse, traitement Adeupa

Montant des fonds de levés par les entreprises de la French Tech Brest Bretagne Ouest par période de labellisation



Source : Veille presse - Traitement ADEUPa
Réf. : 115_20250422_TD_01_levée de fonds



Top 3 des levées de fonds de la French Tech Brest Bretagne Ouest (en volume financier)

2020		2021		2022		2023		2024	
Lumibird	36,3 M€	Pledg	80 M€	Ecotree	12 M€	Actility	16 M€	Seederal	11 M€
Move'n see	4 M€	Entech	25,3 M€	Perha Pharmaceuticals	8 M€	OSO-AI	10 M€	Ecomiam	5,3 M€
OSO-AI	4 M€	Perha Pharmaceuticals	3,1 M€	DC Brain	5 M€	Imeon Energy	8 M€	Algolesko	5 M€

Source : Presse, traitement Adeupa

Portrait des startups du territoire

Une enquête réalisée auprès des entreprises innovantes et startups de moins de vingt ans d'existence faisant partie de la French Tech Brest Bretagne Ouest a permis de mieux définir leur profil, tant sur le plan de leur modèle de croissance que sur la prise en compte de leur responsabilité sociétale (RSE) au travers de l'égalité homme-femme par exemple.

Les startups : un modèle de croissance forte et rapide ?

Toutes les startups ne sont pas vouées à devenir des licornes⁷ ou des centaures⁸. Les startups du territoire fonctionnent sur un modèle bien différent. En effet, deux tiers des entreprises répondantes emploient moins de 10 personnes, même après quelques années d'existence. En ajoutant les entreprises individuelles, sans salarié, on peut dire que l'écosystème se compose à 75 % de très petites entreprises. Les startups emploient en moyenne 20 salariés, ce qui suppose des écarts importants avec les startups devenues des grosses PME. 10 % des entreprises ont passé le cap des 50 salariés, parmi lesquelles figurent des sociétés comme Ecomiam ou Ecotree.

Sur les 20 emplois comptés en moyenne dans chaque startup, 13 sont situés sur le territoire de la French Tech Brest Bretagne Ouest (Finistère et Lannion-Trégor Communauté). Cela signifie que la majorité (65 %) du développement de l'emploi s'opère en local. En réalité, l'emploi est dans les deux tiers des cas exclusivement sur le territoire, et pour 3 entreprises sur 4, 80 % des salariés travaillent en local. La délocalisation des emplois est relativement rare et s'explique de différentes manières. Il s'agit de répondre, la plupart du temps, à des besoins de croissance en se rapprochant des nouveaux marchés. C'est aussi le moyen d'élargir le périmètre de recrutement dans un contexte de tension forte sur le marché du travail et de généralisation du télétravail. La difficulté à recruter des développeurs ou des commerciaux localement impose d'élargir l'aire de recrutement.

7. Startup valorisée à plus d'un milliard de dollars. Quelques exemples français (Doctolib, Veepee, Blablacar, Deezer)

8. Fait référence à une start-up qui génère des revenus récurrents annuels supérieurs à 100 millions de dollars

En termes de progression des effectifs durant les trois dernières années, plusieurs profils de startups se dessinent : celles dont l'effectif est resté assez stable ; celles qui ont bénéficié d'un fort coefficient d'évolution mais dont les effectifs restent dans les dimensions d'une petite entreprise comme Jabeprod SAS à Pencran (dispositifs de lutte contre le frelon asiatique) ou Roquette à Plonéour-Lanvern (agence Web écoresponsable). Dans certains cas, des entreprises ont connu un pic de croissance après une dizaine d'années d'existence voire plus comme Bord à bord à Plestin-les-Grèves (production de bateaux de plaisance en aluminium) ou Move'n see à Brest (robots caméras dans le domaine sportif). D'autre part, certaines entreprises plus anciennes, qui ont déjà des effectifs importants, continuent à enregistrer une croissance à deux chiffres, notamment dans le bassin lannionnais, au travers de cas comme Cristalens industrie, Eco-compteur, Lumibird, Ideal optical, etc. et les plus jeunes qui ont connu un passage à l'échelle⁹ comme Ecotree, CHR numérique à Brest, Entech à Quimper ou Viseo Ouest à Morlaix.

La majorité des startups du territoire sont factuellement des « jeunes pousses ». Un tiers des startups ont moins de trois ans d'existence et les deux tiers ont été créées après 2016. La moyenne d'âge des startups interrogées est de 6 ans et 4 mois, tandis que les plus anciennes peuvent atteindre une quinzaine d'années d'existence voire plus comme Polaris, Idil Fibres optiques ou encore Oxxius. Si la plupart ont quand même déjà passé le stade de la faisabilité, près d'un tiers sont encore au stade de l'amorçage, c'est-à-dire de la consolidation du modèle économique auprès des premiers clients. Toutefois, environ deux tiers des entreprises sont à l'étape de la rentabilité économique et du développement commercial, ce qui traduit une certaine robustesse de l'écosystème.

Un passage obligatoire à l'international ?

Le déploiement à l'international des startups de la French Tech Brest Bretagne Ouest marque une étape importante. Si la majorité conserve une activité essentiellement locale ou nationale, 17 % d'entre-elles

9. Le passage à l'échelle ou « scaling » désigne les startups ayant dépassé le stade du démarrage pour entrer dans une phase de croissance soutenue.

réalisent au moins 25 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger, seuil qui constitue une forme de dépendance économique, et 10 % de l'écosystème se projette d'abord sur les marchés extérieurs¹⁰. Les entreprises lannionnaises du domaine de la photonique, dont la vocation est industrielle et qui réalisent un gros volume d'activité (> 10 M€) s'exportent assez naturellement comme Cristalens industrie en Asie du Sud-Est, Exail, Eco-compteur ou encore Oxxius en Europe et en Amérique du Nord. Dans certains cas particuliers, des startups qui réalisent un faible volume d'activité (CA < 500 000€) orientent leur stratégie principalement sur les marchés extérieurs.

Les liens les plus forts restent relativement concentrés au sein du continent européen (Allemagne, Belgique, Suisse, Italie, ...). Des relations assez étroites existent également avec les États-Unis, le Canada, l'Australie ou encore quelques pays d'Asie, donnant une coloration plus internationale aux startups du territoire. Sur les bassins brestoïis et quimpérois, les entreprises du domaine de l'énergie ont également une dimension internationale (Imeon energy, Entech, Cool roof, Nexiode, Sedisor,...).

Il y a aussi une forme d'analogie entre la jeunesse des startups et leur chiffre d'affaires réalisé. Plus du quart d'entre elles ont effectué moins de 50 000€ de chiffre d'affaires durant le dernier exercice et 71 % moins d'1 M€. À noter que 7 % des entreprises du panel ont un CA supérieur à 10 M€, principalement localisées dans les bassins lannionnais et quimpérois.

Quel modèle de croissance ?

Le recours à un financement extérieur apparaît comme quasiment incontournable. 77 % des startups interrogées ont bénéficié de financements particuliers au cours de leur développement, depuis l'amorçage (première levée de fonds effectuée dans les trois premières années de l'entreprise) jusqu'aux levées de fonds plus classiques. La plupart ont aussi eu recours au financement bancaire ou à des prêts d'honneur (sans intérêts ni garanties) qui permettent aux porteurs de projet de disposer d'un capital de départ pour développer leur entreprise.

Aussi, plus de la moitié des jeunes pousses

10. Ces entreprises réalisent au moins 50 % de leur CA à l'étranger

(53 %) ont bénéficié d'un accompagnement par un incubateur/accélérateur. Ces structures permettent d'accompagner les porteurs de projet depuis l'idée jusqu'à la création d'entreprise par du coaching, du test, de la mise à disposition de ressources, etc. La Bretagne compte 7 pôles de compétitivité (Images & réseaux, Valorial, Id4car, EMC2, Pôle mer Bretagne atlantique, Végépolys valley et Atlanpole biothérapies). Leur rayonnement territorial et leur diversité thématique participent au bon fonctionnement des interactions avec les startups.

Qu'en est-il de la parité homme/femme ?

La parité homme/femme est encore peu ancrée dans l'univers des startups et du numérique. Parmi les entreprises du panel, plus des trois quarts emploient moins de 50 % de femmes au sein de leur effectif et près de la moitié moins de 25 %. Les raisons sont multiples mais la principale relève d'une plus grande représentation des profils masculins dans les formations du numérique. Ces disparités induisent de fait une moindre disponibilité des profils féminins sur le marché du travail.

CE QU'EN DIT CHAT GPT

ChatGPT est un programme informatique développé par OpenAI, et entraîné pour répondre à une multitude de questions au regard du volume de connaissances intégrées dans son modèle. Il est conçu pour être neutre et impartialement informatif. On lui a demandé quelle était la place des femmes dans le milieu de la tech. Voici quelques éléments de réponse...

D'après ChatGPT, il y aurait 5 raisons principales aux difficultés rencontrées par les femmes pour entreprendre dans la tech. Il y a des causes assez profondément marquées dans l'histoire de l'entreprise de manière générale, avec une plus faible représentation des femmes à des postes de direction ou d'encadrement qui n'incitent pas les femmes à entreprendre. Par ricochet, ces dernières ont aussi plus de difficultés à obtenir des financements pour monter leur projet. Elles ont aussi moins d'opportunités de réseautage dans un milieu où cette composante joue un rôle crucial. De manière plus pernicieuse, les femmes pâtissent encore parfois de formes de discriminations, stéréotypes ou biais inconscients qui constituent des barrières mentales au développement de l'entrepreneuriat féminin.

Il existe toutefois des pistes d'actions pour rééquilibrer la parité homme/femme au sein de l'entreprise et particulièrement au sein de la tech. Les entreprises peuvent définir des objectifs chiffrés en termes de recrutements (diversité, inclusivité, parité). Elles peuvent aussi débloquent le plafond de verre en attribuant des postes à responsabilité à des profils féminins. Enfin, des formations, campagnes de sensibilisation et le recours à des prestataires extérieurs peuvent permettre aux entreprises d'être accompagnées dans ces démarches.

En Finistère, des réseaux existent pour donner plus de poids à l'entrepreneuriat féminin comme Femmes de Bretagne, Entreprendre au féminin, Femmes chefs d'entreprises ou Ell' à Brest.



Quels liens l'entreprise garde-t-elle avec le territoire alors qu'elle réalise l'essentiel de son activité à l'étranger ?

« Imeon energy est une société brestoïse qui rayonne historiquement à l'international car le marché français était parmi les moins dynamiques d'Europe sur l'énergie solaire. Nous exportons depuis longtemps la majorité de nos produits et cela dans plusieurs pays depuis Brest. Nous avons donc besoin de nous rapprocher de nos clients mais uniquement dans le domaine du développement commercial et le service client. Brest est une ville dynamique, pourvue d'un vivier de talents dans de nombreux

Paroles d'acteurs

Christophe Goaguen, Président Directeur Général d'Imeon energy (Brest)

domaines tel que l'électronique, le logiciel ou l'industrialisation. L'UBO et les grandes écoles forment chaque année de nombreux étudiants qui sont, pour nous, des potentielles recrues. Notre société et son secteur d'activité (stockage d'énergie solaire) attirent aussi beaucoup de profils à travers la France et le monde ce qui facilite le développement de l'entreprise sur le territoire. Étant Brestoïse d'origine et ayant beaucoup voyagé, je trouve que la région offre un cadre de vie unique et magnifique. Elle offre les conditions que recherchent de nombreux salariés aujourd'hui pour donner un sens à leur travail et s'épanouir au quotidien. »

Est-ce plus dur de s'imposer à l'international ?

« La concurrence est effectivement plus importante à l'international, mais elle génère une émulation qui contribue à

l'amélioration permanente de notre offre. C'est ce qui nous permet aujourd'hui de garder notre avantage compétitif et stratégique.

Le marché français présente aussi de forts enjeux de développement. Nous sommes persuadés que l'énergie solaire à la demande (via un stockage d'énergie) va devenir inéluctablement la source majoritaire de production d'électricité dans un futur proche. La compétition risque de s'étendre au territoire national face à des acteurs étrangers de plus en plus forts. Si Imeon energy veut se positionner en leader mondial dans son secteur, il y a donc autant un enjeu à prendre des parts du marché mondial au plus vite qu'à capitaliser sur le marché local. Ce contexte laisse entrevoir de nombreuses opportunités de croissance ! »

MÉTHODOLOGIE

La nomenclature d'activité utilisée s'appuie sur les travaux réalisés par l'OCDE qui définissent le périmètre des technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle regroupe 28 codes APE, déclinés en différents domaines, et qui constituent le cœur du secteur : les producteurs de TIC (fabrication, réparation, ...), les distributeurs (commerce d'ordinateurs, de composants électroniques, ...) et les services (télécommunications, l'édition de logiciels, le conseil en informatique, ...).

Autour du cœur gravite un halo d'activités qui ne sont pas, par nature, numériques. Il comprend des petites et moyennes entreprises (PME), des établissements de taille intermédiaire (ETI) qui intègrent des fonctions support comme une direction des systèmes d'information (DSI), des postes de back-office et middle-office. Les startups ou les entreprises innovantes pour qui l'usage du numérique est incontournable sont également intégrées au panel. Seuls les emplois dits « numériques » de ces entreprises sont pris en compte dans l'analyse.

Dans la mesure où il est difficile de caractériser le degré de transition numérique des entreprises, l'identification de ce halo se veut évolutive avec le temps et avec la connaissance accumulée des acteurs du territoire. Les entreprises qui auraient été identifiées après coup ont été rétropolées afin d'éviter les biais dans l'analyse de l'évolution de l'emploi notamment.

En parallèle, la French Tech Brest Bretagne Ouest a réalisé, en partenariat avec les technopôles et l'Adeupa, une enquête visant à caractériser l'écosystème de startups du territoire. Il s'agit d'analyser leur vitesse de croissance (chiffre d'affaires, emploi), leur stade de développement, les secteurs qu'elles adressent, leur territoire d'action, etc.

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



[Brest + dans le club des 13 capitales French Tech Adeupa - Octobre 2019](#)

Et ailleurs

• [Baromètre EY du capital-risque - Les résultats annuels 2024](#)
EY - France

LES OBSERVATOIRES | **ÉCONOMIE**